

Dispositif de guerre à Phnom Penh

# Cambodge : le périlleux retour du « petit prince »

*Le prince Sirivudh, demi-frère du roi Sihanouk, se prépare à rentrer d'exil. Accusé d'avoir comploté pour assassiner le premier ministre, Hun Sen, celui-ci l'attend « avec des chars ».*

Le copremier ministre cambodgien Hun Sen a averti, hier, le prince Sirivudh – demi-frère du roi Sihanouk –, qui vit en exil après avoir été accusé de complot, qu'il serait accueilli par « des chars » s'il rentrait à Phnom Penh. « Des lance-roquettes multiples sont pointés sur l'aéroport international de Pochentong et tout avion qui ramènerait au Cambodge le prince Norodom Sirivudh aurait des ennuis », a-t-il averti.

« Si je suis premier ministre, je ferai un programme à la vietnamienne : trois productions de riz par an. Avec du riz, mon peuple est content. » Las de faire courir ses doigts sur les pianos des salons parisiens, le prince Norodom Sirivudh est déterminé à rentrer à Phnom Penh.

« Ma décision est prise. Je quitterai Paris le 21 décembre », annonçait-il au *Figaro* il y a deux semaines. Soit un an jour pour jour après son expulsion de la capitale cambodgienne. Ex-ministre des Affaires étrangères et ancien secrétaire général du Funcinpec – le Parti royaliste qui partage le pouvoir avec le Parti du peuple –, ce demi-frère du roi a été accusé de tentative d'assassinat sur la personne du copremier ministre Hun Sen en octobre 1995.

Jugé par le tribunal spécial de Phnom Penh, Norodom Sirivudh a été condamné à dix ans de prison par contumace pour « conspiration criminelle » et « détention illégale d'armes » en février dernier. Il n'a échappé à la prison que grâce à un compromis négocié par le roi Sihanouk en faveur de son expulsion.

Il ne se fait aucune illusion sur les garanties de sécurité qui l'attendent à Pochentong, l'aéroport de Phnom Penh : « Soit je suis amnistié par le roi, soit on me tue à mon arrivée. » Mais si

la seule personne à pouvoir lui accorder l'amnistie est le roi Sihanouk, le prince attend surtout la clémence de Hun Sen, l'ex-communiste pro-vietnamien, l'homme fort du régime actuel. Or Hun Sen s'oppose catégoriquement au retour de son ennemi.

## Pour le respect des libertés

En « élu du peuple », comme il se plaît à se définir, Sirivudh souligne que le trône ne l'intéresse pas et insiste auprès du roi pour rentrer. A Phnom Penh, « le père » des Cambodgiens raconte que son demi-frère l'appelle de Paris en se plaignant de manquer d'argent et en affirmant vouloir manger gratuitement à T3, la tristement célèbre prison de la capitale cambodgienne.

Norodom Sirivudh ne veut pas être roi donc. S'il entend se battre, c'est pour le respect des libertés constitutionnelles et pour la transparence politique. Et il n'hésite pas à mettre sa vie en accord avec ses principes. En 1994, il a démissionné de son poste de ministre des Affaires étrangères par solidarité pour Sam Rainsy, limogé du ministère des Finances et du Funcinpec pour avoir dénoncé la corruption chronique des milieux politiques et militaires.

Sirivudh est sûr de sa popu-



Le 21 décembre 1995, le prince Sirivudh, condamné pour « conspiration criminelle », et sa famille quittaient leur maison de Phnom-Penh. (Photo D. van Der Veen/AFP.)

larité et fait confiance à ses compatriotes : « Le peuple cambodgien et les partis démocratiques ne laisseront pas Norodom Sirivudh se faire tuer, Sirivudh qui n'a rien fait de mal, qui ne fait que rentrer dans son pays pour mener un combat institutionnel. »

Il s'estime victime d'un procès « stalinien ». Et souligne l'absurdité de la politique de « réconciliation » de Phnom Penh : on lui refuserait une amnistie accordée à un criminel de guerre comme Ieng Sary, le numéro deux des Khmers rouges. « Ieng Sary présentera ses

de perdre la face et le duel ne doit coûter ni à Hun Sen ni à Sirivudh », explique Jean-François Tain, un journaliste cambodgien.

Le prince mélomane parle à la troisième personne. Comme si son âme était restée au pays du sourire. « Un exilé ça se banalise », lâche-t-il. Dans la crainte de se trouver en décalage par rapport à la réalité cambodgienne, cet « outsider » veut rentrer rapidement. La perspective des élections locales de 1997 et nationales de 1998 alimente la tension entre les partis au pouvoir.

La Constitution cambodgienne permet de prolonger le mandat parlementaire d'un an en cas d'insécurité et de force majeure. Sirivudh s'inquiète de l'usage que peut faire le pouvoir de cette disposition : la menace khmère rouge sert à repousser les récurrentes accusations de corruption. Quatre ans après le départ d'une des missions les plus coûteuses des Nations unies, l'Etat de droit reste toujours à établir au Cambodge.

« Je ne vois ni loi électorale ni préparation pour le recensement. Il faut exiger que les élections aient lieu dans des conditions démocratiques, martèle Sirivudh, je suis partisan d'une vraie réconciliation nationale avec tous les partis réunis autour d'une table présidée par le roi. »

Il ne sait plus sur quel ton le dire, il n'aspire qu'à un retour « politique ». Rien de plus. Mais pour Hun Sen, c'est déjà trop. Et le maître de Phnom Penh promet au « petit prince » un retour vers l'enfer.

## Tension politique

Pour Hun Sen, la paix vaut bien une amnistie. La raison d'Etat plaide en faveur de Ieng Sary. Pour Sirivudh, l'affaire est autre. Un différend personnel oppose les deux hommes... et l'un règne en maître sur Phnom Penh. La situation paraît bloquée. « Les Khmers ont horreur

Kyra DUPONT